

Accord-Cadre à bons de commande mono-attributaire de prestations intellectuelles

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Pouvoir adjudicateur

Voies Navigables de France - Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage (DIMOA)

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Madame la Directrice Générale de VNF

Objet du marché

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage foncier

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Le document comporte 36 pages.

SOMMAIRE

1. Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 Objet du contrat	4
1.2 Lieux d'exécution des prestations	4
1.3 Contenu de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage foncier	4
1.4 Décomposition du contrat	5
1.5 Clauses environnementales.....	5
1.6 Clauses sociales.....	5
2. Pièces constitutives du marché.....	10
2.1 Pièces contractuelles.....	10
2.2 Pièces opposables.....	11
2.3 Pièces informatives remises par VNF	11
3. Intervenants	12
3.1 Titulaire du présent marché	12
3.2 Pouvoir adjudicateur et ses représentants	13
3.3 Autres intervenants.....	13
4. Durée et délais d'exécution, pénalités.....	14
4.1 Durée d'exécution du marché	14
4.2 Reconduction.....	14
4.3 Respect du planning	14
4.4 Délais d'exécution et modalités de déclenchement.....	14
4.5 Pénalités.....	15
5. Dispositions financières	17
5.1 Prix	17
5.2 Modification des prestations en cours d'exécution ou prestations imprévues.....	19
5.3 Règlement des comptes	19
6. Modalité d'exécution des missions.....	23
6.1 Obligations particulières.....	23

6.2	Sous-traitance	25
6.3	Mesure d'ordre social.....	25
6.4	Notification des bons de commande et des décisions	27
7.	Bons de commande émis par le MOA à destination du Titulaire	28
8.	Constatation de l'exécution des prestations – Achèvement des missions – Résiliation	28
8.1	Approbation des documents présentés par le Titulaire.....	28
8.2	Achèvement de la mission	29
8.3	Résiliation de l'accord-cadre	29
9.	Responsabilité et assurances	31
10.	Confidentialité, exclusivité et propriété intellectuelle	31
10.1	Obligation de discrétion et de confidentialité	31
10.2	Exclusivité des prestations.....	31
10.3	Protection des données à caractère personnel	32
11.	Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	34
12.	Règlement des différends.....	34
12.1	Prévention des litiges.....	34
12.2	Règlement des litiges.....	34
13.	Dispositions diverses.....	35
13.1	Moyens mis à disposition du Titulaire	35
13.2	Langue et droit applicable	35
14.	Dérogations aux documents généraux.....	36

1. Dispositions générales du contrat

1.1 Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage foncier pour les projets portés par l'unité Opérationnelle de Lille de la DIMOA ou par la Direction Territoriale Nord-Pas-de-Calais de VNF.

Ainsi, la mission du titulaire s'étend à l'ensemble des prestations et procédures à mettre en œuvre pour la réalisation de toutes acquisitions foncières et occupations temporaires nécessaires dans le cadre des opérations de la DT et de l'UOL/DIMOA.

L'objectif est la maîtrise foncière définitive des parcelles nécessaires aux projets de VNF et notamment les projets tel que le doublement de l'écluse des Fontinettes ou des opérations de bassins de virement (Santes-Haubourdin par exemple), garage d'écluses ou autres besoins sur le réseau fluvial Nord-Pas-de-Calais que ce soit à l'amiable ou par voie d'expropriation en mettant en œuvre les procédures adaptées, ainsi que des missions de maîtrise foncière provisoire.

1.2 Lieux d'exécution des prestations

Les lieux d'exécution des prestations sont localisés au sein du territoire de la Direction Territoriale Nord-Pas-de-Calais. Conformément à l'article 1.1 du CCTP, le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage foncier porte l'ensemble des opérations de VNF portées sur le réseau fluvial Nord-Pas-de-Calais et l'exécution des prestations dépend donc de l'opération concernée.

1.3 Contenu de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage foncier

Le présent accord-cadre est constitué des missions suivantes :

- Mission 1 : Assistance générale et pilotage de la mission
- Mission 2 : Assistance à l'acquisition du foncier
- Mission 3 : Recollement à l'avancement et recollement final
- Mission 4 : Conduite des négociations en vue d'accords à l'amiable
- Mission 5 : Acquisitions par voie d'expropriation
- Mission 6 : Acquisition d'opportunité et mise en réserve foncière
- Mission 7 : Mise en œuvre et suivi des procédures d'occupation temporaire
- Mission 8 : Assistance administrative et technique de gestion du patrimoine
- Mission 9 : Mise en œuvre et suivi des référés préventifs et des constats d'huissiers en phase travaux
- Mission 10 : Assistance à l'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental (AFAFE)
- Mission 11 : Assistance pour les opérations archéologiques
- Mission 12 : Prestations diverses
 - Dossier d'expertise foncière
 - Notification de tout acte par voie extra judiciaire
 - Mission de conseil et d'expertise
 - Constitution de servitudes
 - Traduction des actes
 - Cession et procédure de déclassement
 - Procédure de bien sans maître

Le contenu des missions est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.4 Décomposition du contrat

Le marché ne fait pas l'objet d'un fractionnement par tranche.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 Clauses environnementales

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Signataire de la charte de Développement durable des Établissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives.
- VNF s'engage à intégrer les meilleures pratiques environnementales : l'établissement souhaite dans ce cadre, la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise.

Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants :

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000) ;
- Les principes du projet de Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000) ;
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement.

1.6 Clauses sociales

1.6.1 Le principe

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le marché fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières.

Les publics éligibles

Pour ces lots, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes.

- Des demandeurs de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), et ayant travaillé moins de 610 heures sur les 12 derniers mois.
- Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, Al...).
- Les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi.
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi.
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle.
- Les personnes salariées (hors mises à disposition au sein des entreprises attributaires) par une structure de l'Insertion par l'Activité Economique définies à l'article L-5132-4 du Code du Travail
- Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT.

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste.

Volume d'heures de travail réservées

Il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution du marché, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Ainsi, pour ce marché, le titulaire s'engage, sur la durée d'exécution totale du présent accord-cadre (y compris la ou les période(s) de reconduction), à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion de trente-cinq (35) heures par tranche de soixante-dix mille (70 000) euros H.T de commandes facturées, pour un ensemble de commandes comprises entre 280 000 et 700 000€ HT. (Voir tableau ci-dessous)

Ces heures sont additionnées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

Si le nombre de prestation réalisée sur la période du marché est inférieure à 280 000€, aucune heure d'insertion ne sera exigée à l'entreprise adjudicataire. A partir 150 000€ de commande, l'entreprise devra consacrer 140 heures de travail à une personne éloignée de l'emploi et 35 heures supplémentaires par tranche de 70 000€. Au-delà de 700 000€ de commandes, il ne pourra pas être exigée à l'entreprise une réalisation supérieure à 350 h d'insertion.

Montant de la somme des commandes réalisées (HT)	Nombre d'heures d'insertion
de 0 à 279 999€	Non Concerné
de 280 000 à 349 999€	140 heures
de 350 000 à 419 999€	175 heures
de 420 000 à 489 999€	210 heures
De 490 000 à 559 999€	245 heures
De 560 000 à 629 999€	280 heures
de 630 000 à 699 999€	315 heures
de 700 000 à sans limite	350 heures

La mise en œuvre de l'action d'insertion entre en application lorsque le montant cumulé des bons de commande est égal ou supérieur à 140 heures. Toutefois, le titulaire est libre d'engager une action d'insertion sociale en deçà de ce seuil de commande et au moment qu'il juge opportun.

Comptabilisation des heures

Les heures comptabilisées sont les suivantes :

- les heures travaillées rémunérées
- les heures de formation réalisées en contrat en alternance, en CDPI et CIPI (si les formations préalables sont suivies de missions chez le titulaire).
- les congés payés, pris à l'occasion de ce marché.
- les jours fériés, pris sur ce marché.
- les jours d'intempéries (sauf si l'organisme extérieur paie sans facturer auprès de l'entreprise).
- les arrêts maladie, pris à l'occasion de ce marché.
- les accidents de travail.
- les congés exceptionnels (paternité...).

En cas de d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer le facilitateur afin d'étudier les modalités de remplacement.

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des salariés en insertion et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion au présent marché.

Durée d'éligibilité des publics et comptabilisation des heures

La règle générale

À compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois sous la réserve des conclusions de l'évaluation annuelle du parcours d'insertion et notamment celles relatives à ses acquis professionnels et socio-professionnels, par le dispositif territorial de gestion des clauses sociales d'insertion animé par le facilitateur et composé des organismes prescripteurs et des partenaires emploi / insertion.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché.

Les cas particuliers

Si l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, recruté en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché (dans le respect des conditions citées ci-dessus) la durée d'éligibilité totale aux clauses sociales du salarié sera de 36 mois. Cette durée sera, dans tous les cas, mesurée à partir de la date de sa première embauche en application d'une clause sociale dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat.

Modalités de réalisation

Dans le cadre de leurs engagements, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux entreprises attributaires.

Toutes les heures, selon l'une ou les différentes modalités mobilisées, ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençants a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.

Modalité n°1 : Embauche directe

Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) ...

Modalité n°2 : La mise à disposition de personnel

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une association intermédiaire (AI), d'une Entreprise Adaptée de travail Temporaire (EATT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou d'une Entreprise de travail temporaire, ...

Modalité n°3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion et la répartition de celle-ci.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci : Il est ainsi possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivi d'un contrat de travail directement porté par le titulaire. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent marché (administratif, commercial, logistique, ...).

En cas de recours à la sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur et le pouvoir adjudicateur afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie à l'article « Volumes d'heures de travail réservées ».

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

Globalisation

Le titulaire du marché peut solliciter, auprès du pouvoir adjudicateur et/ou du facilitateur mentionné dans les définitions du présent CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où il est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande est étudiée par le facilitateur et le pouvoir adjudicateur. Elle peut être recevable par le facilitateur et le pouvoir adjudicateur si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

1.6.2 L'accompagnement de l'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par :

Mission Emploi Lys-Tourcoing
85 rue des Ursulines 59200 Tourcoing
Contact : M. Hugo VANDAMME
03 20 28 82 20 / 06.33.33.22.40
hvandamme@lamelt.fr

En fonction de la localisation géographique du titulaire et de la localisation de l'exécution du marché, la structure citée (ici, la Mission Emploi Lys-Tourcoing) peut orienter l'entreprise vers un autre facilitateur plus pertinent, pour apporter un accompagnement de proximité.

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectif :

- Durant l'appel d'offre :
 - D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion
- Durant la durée du marché
 - De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion,
 - D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...)
 - De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...)
 - De suivre l'application de la clause pour le pouvoir adjudicateur
 - Faciliter les relations entre le pouvoir adjudicateur, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

1.6.3 Modalités de contrôle

Dispositions générales

Le titulaire est tenu de fournir au facilitateur tous les éléments nécessaires au suivi et au contrôle du déroulement des actions d'insertion.

De façon mensuelle (ou trimestrielle), le titulaire fournira (sous huitaine ou quinzaine, maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Le facilitateur produira à la demande du pouvoir adjudicateur ou de l'entreprise les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le défaut d'information de la part du titulaire entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 4.5 du présent CCAP.

Le titulaire est tenu d'envoyer les pièces justificatives demandées par le pouvoir adjudicateur ou le facilitateur, y compris en cas de sous-traitance. Toute absence d'envoi ou un envoi partiel sera considéré comme une faute pouvant donner lieu à la résiliation du bon de commande ou du marché, sans préjudice des pénalités prévues à cet effet dans le présent CCAP.

Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer le pouvoir adjudicateur et le facilitateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, le pouvoir adjudicateur peut procéder à la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au chômage partiel de toute ou partie de ses salariés, il en informe sans délai le pouvoir adjudicateur et le facilitateur.

A ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recours à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

Défaut de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale

En cas de manquement du Titulaire à son engagement d'insertion et sans préjudice d'une éventuelle procédure de résiliation du Marché aux torts du Titulaire dans les conditions décrites dans le présent CCAP, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité dans les conditions définies à l'article « Pénalités ».

Règles liées au respect du RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de la Mission Emploi Lys-Tourcoing qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants du pouvoir adjudicateur, les représentants de tous partenaires impliquées dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mail à : v.houset@emploi-lystourcoing.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, M. Vianney HOUSET, Mission Emploi Lys-Tourcoing, 200 rue de Roubaix, BP 50357, 59336 TOURCOING CEDEX.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

Respect des engagements et pénalités

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas son engagement en matière d'insertion, après deux mises en demeure restées infructueuses, des pénalités pourront être appliquées. Elles sont précisées à l'article 4.5 du présent CCAP.

1.6.4 L'insertion à l'issue du marché

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

2. Pièces constitutives du marché

2.1 Pièces contractuelles

Les pièces qui régissent la réalisation des prestations sont énumérées ci-dessous, le Titulaire déclare en avoir pris connaissance et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives et contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, daté et signé par les représentants habilités des parties, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par mise au point ou par avenant :
 - Annexe 1 à l'AE : Bordereau de prix unitaire et forfaitaire (BPUF)
 - Annexe 2 à l'AE :: Déclaration de sous-traitance le cas échéant (non fournie au marché)
 - Annexe 3 à l'AE : Identification des profils-clés
 - Annexe 4 à l'AE : Engagement individuel de confidentialité
 - Annexe 5 à l'AE : Répartition des montants par missions et par membres du groupement
 - Annexe 6 à l'AE Cession de créance ou nantissement le cas échéant (non fournie au marché)
 - Annexe 7 : Engagement sur la mise en œuvre de la clause sociale
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par mise au point ou par avenant ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par mise au point ou par avenant :
Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) [JORF n°0078 du 1 avril 2021](#) Texte n°21 NOR : ECOM2106874A
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- Les bons de commande émis.

Nota : Toutes les pièces décrites ci-avant prévalent chacune respectivement sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

Les lois et réglementations en vigueur s'imposent dans l'exécution du marché sans qu'elles aient été nécessairement explicitées dans la présente liste des pièces constitutives du marché.

Le Titulaire est tenu d'appliquer les normes et règles de l'art en vigueur.

Ces documents généraux ne seront pas joints au marché, le Titulaire reconnaissant néanmoins expressément leur caractère contractuel.

Le Titulaire du présent marché reconnaît le caractère évolutif par définition, de l'ensemble des lois, règlements, normes ou règles de l'art applicables au projet, qu'ils soient techniques, réglementaire ou autre. A ce titre, il reconnaît avoir l'obligation de se tenir informé en permanence de toute évolution des textes, normes etc., en relation avec l'objet du présent marché.

2.2 Pièces opposables

Le mémoire technique, les décompositions de prix remis à l'offre ou fournis durant la procédure d'attribution sont des documents opposables au seul titulaire. En effet, à l'appui de son offre, le titulaire a présenté des documents qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage qui pourra par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droit, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations différeraient de ceux qu'il avait décrits dans son offre.

2.3 Pièces informatives remises par VNF

Les données, études préalables et documents réalisés antérieurement à l'attribution du présent marché et remis par VNF au Titulaire n'ont qu'une valeur indicative.

S'agissant du projet de doublement de l'écluse des Fontinettes, des données issues des études de conception pourront être fournies. Une note de présentation générale du projet et ses impacts est fournie en annexe du CCTP.

Le Titulaire vérifiera de façon plus générale tous documents ou informations transmises par VNF tout au long du contrat. Le Titulaire ne pourra rejeter la responsabilité des conséquences d'erreurs, d'inexactitudes ou imprécisions sur VNF suite à l'utilisation de ces documents ou informations.

Le Titulaire reconnaît que lorsque VNF a mis à sa disposition des documents ou des informations sous quelque forme que ce soit, ou lorsque ces informations sont contenues ou mentionnées dans l'accord-cadre et qu'elles ont été obtenues par lui, ou par un tiers au nom de VNF, ce dernier ne déclare ni ne garantit l'exactitude, ni le caractère complet ou la pertinence des informations correspondantes. Il appartient en conséquence au Titulaire de se réapproprier l'ensemble de ces documents et informations et d'en vérifier la cohérence et la pertinence notamment technique au démarrage de sa mission. Il lui appartient de signaler au plus tard dans le délai de 15 jours calendaires à VNF, toute erreur, omission ou contradiction qu'il pourrait détecter dans lesdits documents ou information, à défaut les conséquences sur ses missions d'éventuelles erreur, omission ou contradiction ultérieurement détectées seront exclusivement à sa charge.

D'une façon générale, le Titulaire déclare avoir procédé à ses propres analyses et recherches à titre indépendant et que, sur cette base, il a pu apprécier toutes les conditions et contraintes liées au projet et qui lui étaient nécessaires pour arrêter le montant de l'accord-cadre, les délais et les conditions de réalisation de ses missions correspondantes.

3. Intervenants

Les directeurs de projet de l'Unité Opérationnelle de Lille (UOL) sont chargés d'assurer la direction de l'exécution du présent marché.

Les interlocuteurs opérationnels privilégiés du Titulaire sont les directeurs de projet, les chefs de projets et chargés d'études de la DIMOA/UO de Lille en charge des différentes opérations mais aussi le cas échéant les personnes de la Direction territoriale (SDVE, AJC) ou des UTI dans le cadre de leurs opérations.

En fonction des projets, le titulaire pourra être amené à interagir avec des intervenants externes à VNF.

3.1 Titulaire du présent marché

Les caractéristiques du Titulaire du présent marché sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement. Celui-ci est désigné le « Titulaire » ou « assistant au maître d'ouvrage foncier » (« AMOF ») dans les pièces du marché.

3.1.1 Référent, Suppléant et profils clés

Le Titulaire désigne dans son offre les membres de l'équipe dédiée habilités à le représenter. Un référent et un suppléant seront nommément désignés par le Titulaire et seront le point d'entrée pour les échanges avec VNF.

Par ailleurs des « Profils Clés » seront définis pour les personnes occupant une fonction opérationnelle clé dans le cadre de la mission d'AMOF. Il s'agit des personnes suivantes :

- Référent principal du marché
- Suppléant du marché
- Référent négociateur foncier
- Référent géomètre-expert et géomètre
- Référent avocat
- Référent huissier

Les profils de référent devront attester d'un niveau d'expérience minimal de 5 ans.

Le Titulaire s'engage sur l'exécution des prestations par les profils clés. Il consacre à l'accomplissement de ses missions le personnel compétent et suffisant afin de respecter les délais d'exécution.

Ces représentants disposent des pouvoirs suffisants pour prendre, les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

Ces profils clés sont les interlocuteurs principaux et privilégiés de VNF pendant toute la durée du marché pour la gestion opérationnelle des prestations. Ils pourront être convoqués à toute réunion, moyennant, en règle générale et sauf urgence, un préavis d'une semaine, et devront y être impérativement présents sous peine de pénalités.

Si l'une de ces personnes n'est plus en mesure d'accomplir la tâche qui lui est confiée, le Titulaire doit :

- Prendre toutes dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché n'en soit pas compromise ;
- En avisant VNF afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Sauf cas particulier dûment justifié, VNF étant seul à même de confirmer la validité de la justification proposée, le Titulaire doit informer VNF deux (2) mois avant la date de remplacement du membre de l'équipe dédiée, en dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I. ;
- Proposer à VNF un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de deux (2) semaines à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent ou à compter de la date de constatation par VNF.

Le remplaçant proposé par le Titulaire est considéré comme accepté par VNF, si celui-ci ne le refuse pas dans le délai d'un (1) mois suivant la date de transmission du nom et des titres du remplaçant.

Si VNF récusé le remplaçant, le Titulaire dispose de deux (2) semaines pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par VNF est motivée. Les avis, propositions et décisions de VNF sont notifiés directement au Titulaire contre récépissé. Si la nouvelle proposition du Titulaire n'est pas acceptée par VNF dans un délai de deux (2) semaines, à compter de la réception de la nouvelle proposition de remplacement, le Titulaire s'expose à l'application de pénalités de retard ainsi qu'à la résiliation du marché à ses torts.

Le remplacement ne saurait en aucun cas justifier, y compris partiellement, des retards et dérives dans les prestations.

3.1.2 Autres membres de l'équipe

Le Titulaire informe VNF des changements d'organisation en cours d'exécution de la mission pour l'ensemble de ses ressources. Il propose à VNF un nouvel organigramme nominatif (à compétences équivalentes) et fournit à l'appui le CV et les références dans un délai d'un (1) mois avant le changement de la ressource en question.

Le non-respect de cette obligation (délai d'information prévu ou compétences équivalentes du nouveau membre) donne lieu à l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

3.2 Pouvoir adjudicateur et ses représentants

3.2.1 Pouvoir Adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est Voies Navigables de France, représenté par sa directrice générale.

3.2.2 Représentant du Pouvoir Adjudicateur pour l'exécution du marché

Pour la réalisation de la consultation et le suivi de l'exécution du présent accord cadre, le rôle du représentant du pouvoir adjudicateur est délégué à Monsieur le directeur de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage de VNF.

Sur le fondement du présent accord-cadre, la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage, ainsi que la Direction Territoriale Nord-Pas-de-Calais sont susceptibles de passer des bons de commande. Pour la passation et l'exécution des bons de commande de cet accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur est :

- Pour les opérations de la Direction Territoriale Nord-Pas de Calais, Monsieur le directeur territorial Nord Pas de Calais ou son représentant ayant délégation
- Pour les opérations de la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage (DIMOA), Monsieur le directeur de la DIMOA ou son représentant ayant délégation

3.3 Autres intervenants

Dans le cadre de ses projets, VNF fait appel à des bureaux d'étude extérieur pour l'assister dans la conduite de ses projets. Ainsi sur les projets, le titulaire pourra être amené à interagir ou à tenir compte des observations/demandes des Assistants à Maîtrise d'Ouvrage (AMO), des Maîtres d'Œuvre (MOe), des bureaux d'étude environnementaux, des prestataires de reconnaissances terrain (sondages, prélèvements, topographie, bathymétrie, etc...).

4. Durée et délais d'exécution, pénalités

4.1 Durée d'exécution du marché

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification au titulaire et s'achève à l'issue de sa durée d'exécution.

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 4 ans (48 mois) à compter de sa notification.

4.2 Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement une fois. La durée de la période de reconduction est de 48 mois (4 ans). La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est donc de 8 ans.

En cas de non-reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie la décision expresse de non-reconduction au titulaire au plus tard 1 mois avant la fin de la période en cours. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Il n'est pas prévu d'indemnité de dédit en cas de non-reconduction.

4.3 Respect du planning

Le respect du planning des différentes opérations par le Titulaire est pour VNF une obligation de résultat. Le Titulaire est soumis à un devoir d'alerte s'agissant de toute difficulté rencontrée impactant le bon déroulement des projets et des procédures associées à son planning prévisionnel d'exécution.

Le Titulaire s'engage à proposer toutes les actions correctives pouvant y remédier dès l'identification du risque de dérive ou de la difficulté. Il doit également faire connaître au Maître d'Ouvrage les raisons qui, extérieures à son champ de responsabilité, sont à l'origine de retards dans l'exécution de ses propres prestations. A défaut, il en est tenu pour responsable comme de son propre retard.

4.4 Délais d'exécution et modalités de déclenchement

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG-PI Les délais d'exécution qui figurent dans le bon de commande (ou les délais partiels précisés au CCTP), , sauf mention expresse prévue au présent accord-cadre, courent à compter de la plus tardive des dates entre :

- La date de la réception de la notification du bon de commande pour l'exécution des prestations correspondantes
- La date indiquée dans le bon de commande pour le démarrage de l'exécution des prestations correspondantes

Dans tous les cas où le document ou l'information, échangé par moyen électronique, fait courir un délai en mois ou en jours, les délais commencent à courir dès réception de l'accusé de réception de l'échange sur la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur Cet accusé de réception (AR) peut être effectué par le biais d'une application comportant un AR avec horodatage des échanges électroniques ou d'un courriel valant AR adressé dans un délai de vingt-quatre (24) heures maximums.

En l'absence de cette procédure d'accusé de réception expresse, les courriers électroniques sont, sauf preuve contraire, réputés réceptionnés par le Titulaire auquel il appartient de garantir la réception des échanges par le bon paramétrage de sa messagerie.

En cas d'échange postal, l'AR est constitué par la date portée sur l'accusé de réception s'agissant des courriers recommandés ou du récépissé de VNF.

Les différentes missions étant indépendantes les unes des autres, les différents bons de commande et leur délai d'exécution pourront se superposer sans que cela ne puisse justifier de délais supplémentaires pour leur exécution.

Les bons de commande peuvent être émis de manière dématérialisée pendant toute la durée de l'accord-cadre. Ils peuvent s'exécuter jusqu'à 12 mois au-delà du terme de l'accord-cadre. La durée d'exécution d'un bon de commande ne peut donc dépasser la fin d'exécution du marché augmentée de 12 mois.

Les délais d'exécution partiels pour chaque livrable figurent au CCTP. Dans le cas des délais qui démarrent sur demande du MOA, cette demande peut être une demande par email ou une demande découlant d'un relevé de décision lors d'une réunion de travail. Les délais de validation et d'examen du MOA ne sont pas compris dans les délais d'exécution.

Les livrables non assorti d'un délai d'exécution doivent impérativement être transmis au plus tard dans le délai d'exécution du livrable final.

Lorsque les délais d'exécution de livrables spécifiques (ou intermédiaires) ne sont pas prévus par le présent accord-cadre, le maître d'ouvrage et le titulaire s'accordent conjointement en cours d'exécution du présent accord-cadre (au plus tard lors de la notification du bon de commande correspondant) afin de les définir. Dès lors, ils sont contractuels et le titulaire s'engage à les respecter. En cas de non-respect, le titulaire se voit appliquer les dispositions relatives aux pénalités de retard.

4.5 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne pourra pas excéder 20% du montant total du bon de commande concerné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités sont encourues sans mise en demeure préalable, sur simple constatation du maître d'ouvrage, sauf stipulation expresse du présent CCAP. Elles sont calculées et appliquées sur les demandes de paiement du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les modalités d'application des pénalités sont les suivantes :

Nature du manquement	Pénalité	Observations
PENALITES DE RETARD		
Retard dans la remise d'un livrable ou dans l'opération de recollement	Une pénalité journalière de 1/1000 ^e du montant HT du bon de commande est appliqué pour tout retard de remise de livrable ou dans l'opération de recollement.	
Retard dans la transmission d'un devis préalable	Une pénalité forfaitaire est appliquée pour le retard de transmission des devis pour les prestations à bons de commande : cinquante (50) euros par jour ouvré de retard.	
Pénalités pour retard dans la transmission et l'actualisation des autres documents	Il est entendu par « documents », tous les documents devant être remis en tant que supports et compte-rendu de réunion, ou tout autre document non signifié par le terme « livrable » (formulaire, document administratif...), y compris le retard dans l'actualisation de ces documents demandés par le maître d'ouvrage : pénalité forfaitaire de cinquante (50) euros par jour ouvré de retard et par document.	
PENALITES POUR DEFAILLANCE DU TITULAIRE		
Pénalités pour absence aux réunions	Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire pour toute absence non justifiée aux réunions : cent (100) euros par réunion et par membre de l'équipe concerné.	

Pénalité forfaitaire pour remplacement non justifié d'un profil-clé dans le délai d'un an suivant la date de notification de l'accord-cadre	Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire en cas de modification injustifiée (exemple de modifications justifiées : rupture conventionnelle, démission, congés longue maladie ou assimilé) du Référént principal du marché, du Référént suppléant du marché, du Référént négociateur foncier, du Référént géomètre-expert et géomètre, du Référént avocat et du Référént huissier dans un délai d'un an à compter du commencement d'exécution de l'accord-cadre : mille (1 000) euros par ressource
Pénalité forfaitaire pour manquement au remplacement des ressources de l'équipe	Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire de mille (1 000) euros par ressource, dès lors que la défaillance d'une ressource est constatée par l'entité adjudicatrice pendant plus d'un mois, sans que le titulaire n'ait informé l'entité adjudicatrice ou en l'absence de proposition de remplacement par le titulaire dans les délais. Cette pénalité s'applique également en cas de remplacement d'une ressource sans la validation de l'entité adjudicatrice.
Pénalité pour manquement par rapport aux objectifs de qualité et/ou à la complétude des livrables	Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire de cent (100) euros par document au-delà de 2 reprises du même livrable.
Pénalités pour manquement dans la fourniture des renseignements concernant renseignements relatifs à la mise en œuvre de clause sociale	Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par jour pour tout manquement constaté jusqu'à ce qu'il se remette en conformité avec les clauses sociales prévues au présent marché.
Absence au rendez-vous fixé par le pouvoir adjudicateur autour de la démarche d'engagement et de suivi de la démarche d'insertion suivant la notification du marché en présence du prestataire désigné	Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par jour.
Absence de transmission d'information trimestrielle sur la mise en œuvre des heures de clause sociale	Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par jour.
Non-respect de la réglementation en vigueur concernant les travailleurs détachés ou étrangers,	Le titulaire sera soumis à une pénalité forfaitaire de 1000 € sur simple constat (et sans mise en demeure préalable). Cette pénalité ne pourra en aucun cas exonérer le titulaire des poursuites prévues par la législation
Pénalités pour non-respect d'un engagement contractuel du titulaire autre que ceux définis spécifiquement ci-dessus	Une pénalité de cent (100) euros par engagement non respecté sera appliquée à compter de la date du non-respect de la disposition contractuelle jusqu'à ce que le titulaire se remette en conformité avec les termes de l'accord-cadre.

5. Dispositions financières

5.1 Prix

5.1.1 Forme du prix

Les prestations sont réglées par des prix unitaires et/ ou forfaitaires dont le libellé et le contenu des prestations sont donnés dans le bordereau des prix, et donc les spécifications complémentaires peuvent être complétées par le CCTP

Les prix sont exprimés en euros (€) hors taxes.

Les prix initiaux sont les prix initiaux hors taxes indiqués dans l'acte d'engagement.

5.1.2 Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de remise des offres indiquée en page de garde de l'Acte d'Engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

5.1.3 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Par dérogation aux articles 14.2 et 15 du CCAG-PI, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités ou retenues, qui sont par ailleurs établies hors TVA.

La révision est effectuée à la hausse comme à la baisse par application d'un coefficient Cn de révision sur le calcul de l'acompte au mois « n », donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_{n-6} / I_{0-6})$$

avec : I_{0-6} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois ;

I_{n-6} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de chaque règlement prévu, moins 6 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index CPF 69.10 « Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Prix de marché - CPF 69.10 - Services de conseil et représentation juridique - Base 2015 Identifiant 010546416 ».

Les prix initiaux renseignés par le titulaire sont valables pour les six premiers mois contractuels de l'accord-cadre.

5.1.4 Arrondis de calcul

Les résultats des calculs intermédiaires sont arrondis à trois décimales.

Le coefficient de révision (coefficient multiplicateur du prix initial) est arrondi au millième supérieur (à trois décimales) avant multiplication par le prix initial.

5.1.5 Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du Titulaire.

A ce titre, conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation et doivent être établis en tenant compte de toutes sujétions et de tous les frais directs ou indirects impliqués par la réalisation parfaite de l'objet du marché.

Les prix auxquels font référence l'Acte d'Engagement comprennent ainsi toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations décrites dans le CCTP et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés.

Notamment, à titre indicatif et non exhaustif, sont réputés inclus dans les prix du marché :

- les frais d'assurances,
- les frais de secrétariat,
- les différentes réunions et l'établissement des comptes-rendus de réunions,
- les frais liés à l'obtention des différentes autorisations nécessaires,
- les documents et livrables exigés et les frais de reprographie, emballage, transport et/ou envoi jusqu'au lieu de livraison,
- les frais de traitement informatique des documents émis sur support informatique,
- les frais de déplacements et de logements (en France et éventuellement à l'étranger),
- les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG-PI,
- le coût de cession de droit de propriété intellectuelle,
- les frais généraux, marges pour risque et bénéfices,
- en cas de co-traitance, conjointe ou solidaire, toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations coordination et contrôle, ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances,
- en cas de sous-traitance, les frais de coordination et de contrôle de ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ces défaillances.

Le Titulaire, en tant que professionnel averti, doit tenir compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas et sujétions normalement prévisibles susceptibles d'être rencontrés en cours d'exécution. Les prix couvrent ainsi l'intégralité des prestations nécessaires pour mener les missions à bonne fin, dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai des opérations que le Titulaire est réputé connaître.

En fonction du périmètre géographique et technique du marché, le Titulaire tient compte du fait qu'il pourra être amené à mobiliser simultanément plusieurs équipes.

5.1.6 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le Titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le Titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le Titulaire (autoliquidation) ;
- Le Titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au Titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au Titulaire.

5.2 Modification des prestations en cours d'exécution ou prestations imprévues

Le titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des prestations commandées conformément aux spécifications du bon de commande afférant qui est dans certains cas, lui-même issu d'une proposition du titulaire.

Néanmoins, dans de rares cas où une divergence entre les quantités des prestations réalisées et les quantités prévues dans le bon de commande serait constatée (ou sur le type de prestation), le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dès connaissance de l'écart et au minimum 10 jours avant la date d'achèvement des prestations en question par la fourniture d'une note détaillant et justifiant les écarts constatés.

Le maître d'ouvrage analysera la note justificative produite par le titulaire afin d'établir une éventuelle modification de bon de commande (ou acceptation de facture modifiée).

Aucune de ces modifications ne pourra être établie en l'absence de note justificative remise dans le délai imparti.

5.3 Règlement des comptes

5.3.1 Modalité de transmission et de paiement

- Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application de l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les entreprises devront désormais déposer leur facture sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>.

Il est rappelé que l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.

De plus, chaque facture doit obligatoirement mentionner dans son intégralité :

- Le numéro d'engagement (commande) qui est communiqué lors de la commande ;
- Le numéro de " SIRET : 130 017 791 00026 " de la Direction Territoriale Nord Pas de Calais de VNF ou ; 130 01 7791 00018 de la DIMOA
- Code service : 31

A défaut la facture ne pourra pas être traitée.

- Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du Titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

5.3.2 Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec des prestataires groupés, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG-PI, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre. Le Titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter ;
- Chorus Pro notifie par courriel au Titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant ;
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du Titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée au maître d'ouvrage ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 5.2.1 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis de dépôt ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le Titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le Titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

5.3.3 Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le Titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le Titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

5.3.4 Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG-PI.

5.3.4.1 Conditions de versement et de remboursement

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé au présent CCAP compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

5.3.5 Décompte et acompte

5.3.5.1 Acompte

Le règlement des sommes dues au Titulaire sera effectué au fur et à mesure de l'avancement des prestations, dans les limites et conditions indiquées ci-dessous.

Par défaut, les projets de décompte seront établis de manière mensuelle en fonction de l'avancement des prestations de chaque bon de commande, proposés par le Titulaire et validés par le MOA.

Le cas échéant, les acomptes mensuels seront justifiés au vu du rapport d'étape mensuel et du tableau de bord mensuel justifiant l'avancement des démarches pour l'exécution des bons de commande.

La demande d'acompte établie par le Titulaire indiquera l'état d'avancement de l'élément de mission et/ou sous mission permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce constat du maître d'ouvrage sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Chaque projet de décompte doit être soumis au MOA pour vérification avant toute demande de paiement adressé à VNF qui dispose d'un délai de 5 jours pour donner, par voie électronique ou papier, son accord ou formuler ses observations justifiées sur le projet de décompte. Dès réception de l'accord du MOA sur le projet de décompte, le Titulaire adresse à VNF la demande d'acompte selon les modalités de l'article 5.3.1 ci-dessus. VNF dispose ensuite d'un mois pour faire connaître par écrit au Titulaire toute demande de justifications complémentaires. Le Titulaire disposera alors de quinze jours pour faire connaître ses observations.

Le Titulaire s'engage à fournir dès réception de la demande de VNF tous les justificatifs et compléments d'informations éventuellement requis par ce dernier pour justifier le montant de l'acompte sollicité. Le délai de règlement du montant de l'acompte (et éventuels intérêts moratoires associés) sont automatiquement suspendus sur la période courant à compter de la date de la demande jusqu'à la remise à VNF des justificatifs correspondants.

À partir de la demande d'acompte présentée par le Titulaire, le RPA détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte qui fait ressortir :

A - l'évaluation, en prix de base, de la fraction du montant du marché à régler compte tenu des prestations effectuées depuis le début du marché ;

B - les pénalités ou réfections éventuelles prévues au présent CCAP, et ce, depuis le début du marché. Les pénalités pour retard font l'objet d'un décompte spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard et les dates d'échéance contractuelle retenues ;

C - l'évaluation, en prix de base et hors TVA, du montant dû au Titulaire depuis le début du marché, qui est égal au poste A diminué du poste B ci-dessus ;

D - le montant, en prix de base et hors TVA, du poste C de l'état d'acompte précédent ;

E - le montant, en prix de base et hors TVA, dû au titre de l'acompte, qui est égal au poste C du présent état diminué du poste D ci-dessus ;

F - l'incidence de la clause de variation des prix appliquée, conformément au présent CCAP, sur le poste E ci-dessus ;

G - le moment venu, l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance ;

H - l'incidence de la TVA ;

I - le montant de l'acompte à verser, ce montant est la récapitulation des montants E, F, G et H ci-dessus.

5.3.5.2 Décompte

Le Titulaire valide et adresse au maître d'ouvrage, sous 30 jours à compter de la notification de la décision d'admission des prestations, une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte général, indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées (% des éléments de missions et sous-missions réalisés). Ce projet de décompte général prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Il est la somme des acomptes mensuels et du solde. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet de décompte général indique la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Si un sous-traitant du Titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le Titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au Titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au Titulaire sont réduites en conséquence.

Il est précisé que, par dérogation à l'article 11-7 du CCAG PI, les paiements partiels à l'issue de l'exécution de certaines parties des prestations prévues au présent marché n'ont pas de caractère définitif, jusqu'à l'établissement du projet de décompte général.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre. Ce dernier établit alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Si le projet de décompte n'est pas remis à VNF dans un délai de trois mois à compter de la réception des prestations et ce malgré une mise en demeure émanant du RPA, VNF est fondé à procéder à la liquidation sur la base d'un décompte établi par ses soins, lequel est notifié au Titulaire.

Le projet de décompte général est accepté ou rectifié par VNF, majoré ou minoré par application des dispositions relatives aux intérêts ou pénalités relatives à la performance générale du Titulaire. Il devient alors le décompte général.

Il est validé par VNF et signé par son représentant sur proposition du Titulaire.

Le décompte général sera notifié au Titulaire dans un délai maximum de 45 jours à compter de sa remise effective à VNF.

Le Titulaire dispose dès lors d'un délai de 45 jours pour retourner ce décompte signé par lui, avec ou sans réserve. En cas de dépassement de ce délai, le Titulaire est réputé accepter ledit décompte qui devient alors définitif.

6. Modalité d'exécution des missions

6.1 Obligations particulières

Les missions et prestations relevant du présent marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage foncier sont précisées au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes. De manière générale, le Titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution de ses missions.

6.1.1 Respect de la réglementation et des règles de l'art

Le Titulaire déclare posséder les capacités professionnelles lui permettant d'effectuer les prestations et s'engage à réaliser la mission en tout point conforme aux règles de l'art, textes législatifs et réglementaires, circulaires, normes en vigueur, instructions et guides de l'Etat et de ses établissements ainsi qu'aux servitudes publiques et privées.

Le Titulaire s'engage à prendre en considération les changements de lois et règlements en vigueur qui seraient susceptibles d'intervenir en cours d'exécution du marché, pour autant que ceux-ci s'appliquent de manière obligatoire aux prescriptions du présent marché public.

Le Titulaire réalise une veille réglementaire et tient le MOA informé de toute évolution réglementaire. Il appartient au Titulaire d'anticiper les évolutions réglementaires et de proposer au MOA les dispositions conservatoires nécessaires. Tout défaut d'anticipation des évolutions réglementaires prévisibles expose le Titulaire à une reprise à ses frais des éléments de mission concernés.

6.1.2 Devoir de conseil et d'alerte

Le titulaire est expressément tenu par son devoir de conseil qui consiste notamment à proposer au MOA les solutions les mieux adaptées et à attirer son attention (devoir d'alerte) lorsqu'il décèle des incompatibilités entre les différentes options retenues, ou des risques de dysfonctionnement ou de surcoût, ou de quelque nature que ce soit.

Au titre de son devoir de conseil, le titulaire doit en particulier :

- Protéger au mieux les intérêts du MOA,
- L'informer des conséquences des décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre,
- Assister le MOA dans la mise en place d'une organisation efficace et veiller à créer les conditions favorables d'exécution, y compris pour la gestion des interfaces internes et externes,
- Assister le MOA dans toutes les démarches auprès des autres intervenants. A ce titre, le titulaire devra alerter le MOA en cas de changement de la réglementation impactant l'objet de l'accord-cadre,
- Être force de proposition pour remédier aux difficultés et contraintes rencontrées.

En cas de manquement à ces obligations, le titulaire doit, si les imperfections peuvent être réparées, procéder à ses frais à l'étude des méthodes de réparation et au suivi des prestations correspondantes.

Cette obligation est exclusive de toute indemnité ou rémunération complémentaire, quels que soient les moyens que cela suppose en personnel, et quelle que soit la prolongation de la durée de la mission qui pourrait en résulter.

La responsabilité du Titulaire serait en outre engagée si, en raison d'un manquement dans l'exécution de sa mission, le Maître d'Ouvrage était conduit à devoir accepter une prestation imparfaite notamment dans le cas où le retard ou les coûts induits par une nouvelle réalisation ne seraient pas admissibles.

6.1.3 Obligation de résultats

A titre de condition substantielle et déterminante, le titulaire s'engage sur une obligation générale de résultat portant sur les différentes missions dont il a la charge et qui sont décrites au CCTP du présent accord-cadre.

Le titulaire s'interdit d'invoquer quelque carence que ce soit dans les besoins exprimés par le Maître d'Ouvrage pour s'exonérer de sa propre responsabilité en cas de défaillance ou inadaptation éventuelle des prestations réalisées telles que décrites au CCTP.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement le Maître d'Ouvrage de tout événement susceptible de nuire à la bonne exécution de l'accord-cadre, ou d'en affecter l'exécution.

Il s'engage à informer sans délai le Maître d'Ouvrage de toute modification relative à ses statuts, sa forme juridique, sa dénomination, etc. Il en est de même en cas de cession totale ou partielle d'activité ainsi qu'en cas de redressement ou de liquidation judiciaire.

Au titre de son obligation de résultat, le titulaire devra notamment :

- Conseiller le Maître d'Ouvrage sur tout choix ou toute demande effectuée par celui-ci qui pourrait affecter les objectifs du présent accord-cadre ou avoir une incidence sur ses conditions de réalisation
- Alerter de manière motivée le Maître d'Ouvrage sur tout événement, évolution ou incident pouvant affecter les objectifs et les engagements visés par le présent accord-cadre, y compris si cet événement est imputable au Maître d'Ouvrage et proposer toute mesure permettant d'assurer les prestations dans les conditions des présentes prescriptions particulières,
- En fin de contrat ou en cas de résiliation anticipée, qu'elle qu'en soit la cause, remettre au Maître d'Ouvrage l'ensemble des documents utilisés pour la réalisation des prestations ainsi que tout outil appartenant au Maître d'Ouvrage.

Il doit également faire connaître au Maître d'Ouvrage les raisons qui, extérieures à son champ de responsabilité, seraient à l'origine de retards dans l'exécution de ses propres prestations, et mettre en place les directives afin de répondre favorablement aux conditions initiales du présent accord-cadre. A défaut, il en serait tenu pour responsable comme de son propre retard.

6.1.4 Données d'entrée – devoir d'information

Le titulaire s'assurera de la complétude et de la pertinence des données d'entrée qui lui sont remises, le cas échéant, par le MOA.

Le titulaire s'engage à signaler au plus tôt au MOA toute erreur, incohérence ou manque décelé dans les pièces remises.

Il pourra exprimer un besoin de pièces complémentaires, dans un délai de deux semaines à compter de la date de réception de chaque bon de commande, mais, ne pourra, en aucun cas, suspendre l'exécution des prestations/missions qui lui sont confiées du fait de la non-fourniture de telles données d'entrée complémentaires.

Le titulaire déclare ne s'être fié en aucun cas exclusivement aux informations remises par le MOA, mais avoir procédé à ses propres recherches et tests à titre indépendant et que, sur cette base indépendante, il s'est familiarisé avec toutes les conditions qu'il estime importantes pour arrêter le montant de l'accord-cadre, les délais et les conditions de réalisation des missions.

Le titulaire reconnaît également avoir eu toute latitude pour accéder aux informations disponibles.

6.1.5 Moyens affectés à l'exécution des missions

Le Titulaire est engagé par la qualité des moyens proposés à l'appui de son offre et partie intégrante du présent marché et, notamment, des qualifications et certifications éventuelles, de l'expérience technique

et du savoir-faire nécessaire au bon exercice des missions, des moyens humains mis à disposition pour la réalisation des missions.

La charge de travail pouvant être fortement concentrée sur certaines périodes de l'année, le Titulaire devra disposer de ressources suffisantes pour renforcer cette équipe. Aussi, il garantit au maître d'ouvrage la pérennité de son équipe, dans sa composition, pendant toute la durée du marché qui lui est attribué. Le Titulaire assure en toute circonstance la disponibilité de ses moyens.

Le Titulaire s'assure que l'équipe exécutant les prestations est composée de toutes les personnes qualifiées permettant d'apporter les garanties et les compétences techniques et juridiques nécessaires. Il porte une attention particulière à la qualité et à la sécurité juridique des documents et actes qu'il soumet à l'approbation du maître d'ouvrage et affecte à l'exécution de ces missions des profils adaptés en termes de formation et d'expérience.

6.2 Sous-traitance

La sous-traitance totale est interdite.

Les sous-traitants auxquels le Titulaire déciderait de recourir en cours de marché seront soumis à l'acceptation du maître d'ouvrage en lui communiquant les imprimés DC4 « Déclaration de sous-traitance » dûment complétés et signés.

Le Titulaire du marché fournit à l'appui du dossier de déclaration de sous-traitance l'organisation qu'il met en œuvre pour suivre la réalisation des missions et de gestion des ressources dans le cadre de la sous-traitance.

Les actes spéciaux de sous-traitance comprennent, sous peine de voir l'agrément rejeté, le détail des missions qui sont confiées dans le cadre de la sous-traitance ; ils sont systématiquement accompagnés d'un extrait du CCTP relatif aux missions / prestations confiées au(x) sous-traitant(s) parafés et signés du(es)dit(s) sous-traitant(s).

Le Titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 10.2 ci-après.

Le Titulaire du marché demeure toujours, à l'égard de VNF, le seul responsable pour l'ensemble des obligations contractuelles découlant du marché y compris celles qui ont été confiées à un sous-traitant.

6.3 Mesure d'ordre social

6.3.1 Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail. Il doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 32.1 du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le Titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du

Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

6.3.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

6.3.2.1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le Titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le Titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le Titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le Titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités du chapitre 5 du présent CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

6.3.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

- Désignation d'un représentant du Titulaire

Le Titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire

français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

- Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le Titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins ;
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le Titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du Titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le Titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du Titulaire dans les conditions définies à l'article 39.1 du CCAG-PI.

- Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le Titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le Titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies au présent CCAP.

6.4 Notification des bons de commande et des décisions

Dans le cas où les notifications au Titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le Titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

En complément de l'article 3.1 du CCAG-PI, les notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques sont réalisées dans les conditions suivantes :

6.4.1 En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation

La plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permet l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Le recours à cette dernière sera favorisé pour tout échange relatif au contrat. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG-PI, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le Titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du Titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

6.4.2 En utilisant des supports électroniques

Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du Titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG-PI. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du Titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le Titulaire n'accuserait pas réception, il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

7. Bons de commande émis par le MOA à destination du Titulaire

Il est fait application de l'article 3.7 du CCAG-PI.

Le Titulaire est tenu de se conformer aux bons de commande délivrés par le MOA, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du MOA seraient susceptibles de présenter des risques de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit au MOA dans un délai de 5 jours, ce délai courant à compter du jour suivant la notification du bon de commande.

8. Constatation de l'exécution des prestations – Achèvement des missions – Résiliation

8.1 Approbation des documents présentés par le Titulaire

8.1.1 Opérations de vérification des prestations

En application à l'article 28.2 du CCAG PI, la décision du maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'étude doit intervenir dans un délai de deux (2) mois. Les délais de vérification courent à compter de la remise des dossiers complets à VNF.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, l'absence de notification de la décision expresse du Maître d'Ouvrage n'entraîne pas approbation tacite des prestations. A défaut de décision du MOA dans le délai de 2 mois impartis pour procéder aux opérations de vérifications du livrable, le Titulaire adresse à VNF une demande de prise de décision dans un délai de 15 jours ou tout autre délai défini par écrit entre les parties. A défaut de prise de décision dans ce délai, le silence de VNF vaut rejet des prestations.

8.1.2 Réfaction/ajournement

Par dérogation à l'article 29-3 du CCAG-PI la décision motivée de réception avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au Titulaire. Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités de réception en l'état, il notifie au Titulaire une décision motivée de les réceptionner avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le

Titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG-PI. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le Titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du Titulaire.

La réception peut être assortie de conditions à prendre en compte par le Titulaire dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 1 ci-dessus.

En cas de réfaction ou d'ajournement, VNF dispose pour donner son avis, après présentation par le Titulaire des documents modifiés, du même délai que celui indiqué au 8.1.1.

8.2 Achèvement de la mission

Le Titulaire est tenu d'exécuter les missions qui lui sont confiées, y compris celles relevant de bons de commande émis en fin de marché et dont la date d'achèvement serait postérieure à la date de fin d'exécution du présent marché (dans la limite des 12 mois prévus au 4.5 du présent CCAP).

8.3 Résiliation de l'accord-cadre

8.3.1 Généralité

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG-PI, avec les précisions décrites dans le présent article.

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 37 à 40 du CCAG-P.I, la fraction des prestations déjà accomplies par le Titulaire et réceptionnées par VNF est rémunérée sans abattement.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, la résiliation peut n'être que partielle et conséquemment ne pas entraîner la résiliation du marché dans son intégralité.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, pour quelque cause que ce soit, le Titulaire ou les ayants-droits s'obligent à remettre à VNF tous les documents en leur possession, nécessaires à la poursuite des missions confiées. VNF reste libre d'utiliser, pour la réalisation du projet, les études, plans et documents établis par le Titulaire et de les faire compléter et réaliser par une autre société de son choix, sans aucune indemnité à verser, à quelque titre que ce soit, au Titulaire.

8.3.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire perçoit une indemnisation conformément à l'article 40 du CCAG-PI

8.3.3 Résiliation du marché aux torts du Titulaire ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le Titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-PI complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 du CCAG-PI.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG-PI, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans

mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-PI, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le Titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L2141-7 à L2141-11.

Si le Titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 37.2 du CCAG-PI.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG-PI.

Par ailleurs, en complément de l'article 39.1 du C.C.A.G.-P.I., la décision de résilier le marché peut être prise par le Représentant de VNF lorsque le Titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de quinze (15) jours calendaires, suite à une défaillance dans la réalisation des prestations demandées, s'il contrevenait aux obligations imposées par le présent marché ou si le montant cumulé des pénalités appliqués au Titulaire atteint un montant égal ou supérieur à 15% du montant total du marché comprenant la tranche ferme et les tranches optionnelles affermies au moment de la décision de VNF.

Dans le cas de résiliation pour faute du Titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication de délai, le Titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au Titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

En complément de l'article 39 du C.C.A.G.-P.I., il est précisé que :

- Si, pour une raison quelconque, le Titulaire se trouvait dans l'impossibilité d'exécuter la mission qui lui est confiée, il devra en informer VNF par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine. Ce dernier aura alors la possibilité de résilier tout ou partie du présent marché ;
- Les mises en demeure sont notifiées par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine et sont assorties d'un délai. Le Titulaire dispose de ce délai pour satisfaire à ses obligations ;
- Le marché peut être résilié de plein droit aux torts du Titulaire, par VNF, en cas d'inexécution grave ou répétée de ses obligations ou de mauvaise exécution de celles-ci constatées par voie de mise en demeure, le cas échéant précédée de signalements par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine, et notamment lorsque :
 - Le Titulaire n'exécute pas dans les délais prescrits les prestations qui lui sont commandées et compromet ainsi gravement le respect du calendrier de l'opération ;
 - Les documents présentés par le Titulaire ont fait l'objet de plusieurs décisions successives de rejet ou d'ajournement par VNF,
- Le marché peut être résilié de plein droit aux torts du Titulaire, par VNF, en cas de non-respect du Titulaire de l'engagement sur les coûts de travaux ;
- Le marché pourra être résilié sans indemnité :
 - En cas de modification de nature à compromettre la bonne exécution du marché dans les conditions définies au présent CCAP ;
 - Si le Titulaire ne produit pas les attestations d'assurances dans les conditions définies par l'Article 10 du présent CCAP ;

- Si le remplacement d'un « Profil Clé » est récusé dans les conditions définies au présent CCAP.

9. Responsabilité et assurances

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de la personne publique, les prestataires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

10. Confidentialité, exclusivité et propriété intellectuelle

10.1 Obligation de discrétion et de confidentialité

Le Titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura la connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au Titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le Titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au Titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Le non-respect de ces conditions peut entraîner l'application de pénalités et la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage. En complément de l'article 5.1 du CCAG-PI, il est précisé que les documents de consultation sont à la disposition des candidats potentiels mais restent l'entière propriété de VNF. Il est demandé aux candidats et à toute personne téléchargeant le dossier de la consultation d'assurer la confidentialité des informations qu'il contient.

VNF se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents.

10.2 Exclusivité des prestations

Le titulaire est expressément informé que les prestations topographiques et parcellaires ainsi que celles d'assistance juridique et de représentation en justice prévues dans le cadre du présent accord-cadre ne sont pas couvertes par une clause d'exclusivité totale. En effet, des prestations similaires sont déjà prévues dans les accords-cadres suivants :

- 21.31.I.020 : Réalisation de prestations topographiques et parcellaire

- 22.11.PA.003A, B et D et 22.11.PA.011 : Prestations d'assistance et de représentation en justice au profit de VNF

Néanmoins, pour les prestations topographiques et juridiques, les missions de conseil et d'accompagnement pour des projets spécifiques nécessitant une expertise de la part du titulaire ne sont pas reprises dans les marchés précités. En effet, le titulaire devra obligatoirement s'adjoindre des conseils d'un géomètre ayant la qualification de géomètre d'expert et d'un avocat pour répondre aux besoins de la maîtrise d'ouvrage notamment dur des procédures complexes liées aux aménagements prévus dans le cadre de ses projets.

Par conséquent, l'exclusivité du présent accord-cadre ne s'applique qu'aux autres prestations spécifiques définies dans les documents contractuels et non couvertes par les accords-cadres susmentionnés.

Toutefois, le titulaire reste soumis à une obligation de non-concurrence pour les prestations exclusives, et le non-respect de cette obligation pourra entraîner des sanctions, y compris la résiliation du marché ou l'application de pénalités. Ainsi, le maître d'ouvrage se réserve le droit de recourir aux marchés ci-dessus si certaines prestations entrent dans leurs missions et ne concernent pas les besoins spécifiques du présent accord-cadre.

Par ailleurs sur les missions objet du présent marché, le principe d'exclusivité ne porte que sur les opérations pour lesquelles le premier bon de commande serait émis durant la première période d'exécution du marché (4 ans). Ainsi la seconde période permettra d'émettre et d'exécuter les bons de commande permettant de terminer ces opérations afin de permettre la continuité de l'AMO Foncier sur l'ensemble de l'opération concernée. Pour toute nouvelle opération qui débiterait dans la seconde période, VNF préparera un nouvel accord-cadre d'AMO Foncier pour couvrir ces nouveaux besoins.

10.3 Protection des données à caractère personnel

Principes généraux

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Maître d'Ouvrage, qualifié de « responsable de traitement » au sens du règlement européen sur la protection des données, les données à caractère personnel nécessaires pour réaliser les prestations objet du présent accord-cadre.

Les données à caractère personnel que le Titulaire est susceptible de traiter sont les suivantes :

- Ensemble des données personnelles recueillies dans le cadre des négociations amiables, des relogements et des procédures d'expropriation
- Ensemble des données recueillies dans le cadre des procédures judiciaires lancées à l'encontre des riverains
- Ensemble des données recueillies dans le cadre de la passation de conventions avec des tiers
- Ensemble des données recueillies dans le cadre des activités de gestion du patrimoine aux côtés d'IDFM
- Ensemble des données recueillies dans le cadre de la mise en œuvre des référés préventifs et des constats d'huissiers en phase travaux

L'objectif de la transmission au Titulaire de ces données est de lui permettre d'identifier l'ensemble des destinataires des procédures de maîtrise foncière engagées pour le compte du Maître d'ouvrage et permettre ainsi au Titulaire de mener à bien sa mission d'AMO Foncier. Il est entendu que les obligations en matière de traitement de données à caractère personnel s'appliquent pendant toute la durée du présent accord-cadre.

Engagement du Titulaire

Au titre des présentes dispositions, le Titulaire s'engage tout particulièrement à :

- 1) traiter les données uniquement pour la ou les seules finalité(s) objet du présent accord-cadre ;
- 2) traiter les données à caractère personnel de manière licite, loyale et transparente envers les personnes concernées et limiter la collecte aux seules données à caractère personnel pertinentes et nécessaires en vue de la réalisation des prestations ;
- 3) garantir la mise en œuvre de mesures appropriées afin d'assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel rendues accessibles au titre du présent accord-cadre ;

À ce titre, le Titulaire doit tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement de données à caractère personnel effectuées. Ce registre comprend le nom et les coordonnées du Maître d'ouvrage et des éventuels sous-traitants du Titulaire amenés à traiter les données à caractère personnel ainsi que, dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité prises.

- 4) veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel :

- s'engagent à respecter la confidentialité
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

- 5) ne conserver les données personnelles auxquelles il aura eu accès que pendant la durée de l'accord-cadre et à les restituer au Maître d'ouvrage ou à certifier les avoir détruites (y compris toute copie) à l'issue de celui-ci ;

- 6) coopérer activement avec le Maître d'ouvrage afin de lui permettre d'évaluer et de documenter la conformité du traitement de données à caractère personnel résultant de l'accord-cadre ; à ce titre, le Titulaire met à la disposition du Maître d'ouvrage la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits par le Maître d'ouvrage lui-même ou un autre auditeur qu'il aura mandaté, et contribuer à ces audits.

Sous-traitance

Le Titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour réaliser une partie des prestations objet du présent accord-cadre. Ledit sous-traitant peut alors être amené à avoir accès et à traiter certaines données à caractère personnel initialement transmises au Titulaire.

Dans ces circonstances, le Titulaire doit, lorsqu'il déclare un sous-traitant, informer le Maître d'ouvrage des activités de traitement de données à caractère personnel que ledit sous-traitant est susceptible de mener. Dans le délai de 21 jours prévu à l'article R.2193-4 du code de la commande publique, le Maître d'ouvrage peut présenter ses objections à ce sujet.

Dès lors que le sous-traitant est accepté, il appartient au Titulaire de veiller à ce que le sous-traitant agisse en conformité avec la législation applicable en matière de protection des données à caractère personnel et qu'il respecte l'ensemble des engagements imposés au Titulaire par le présent article. En tout état de cause, le Titulaire demeure pleinement responsable du respect par le sous-traitant de ces obligations.

Droits des personnes concernées

Le Titulaire doit assister le Maître d'ouvrage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception au Maître d'ouvrage.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie au Maître d'ouvrage toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais et au plus tard dans les 72 heures après en avoir eu connaissance et ce par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

Cette notification contient au moins :

- 1) la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- 2) le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- 3) la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- 4) la description des mesures prises par le Titulaire pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Non-respect des obligations en matière de protection des données à caractère personnel

En cas de non-respect par le Titulaire des dispositions du présent article, le Maître d'ouvrage pourra appliquer la pénalité prévue au CCAP. En cas d'infraction répétée, le Maître d'ouvrage pourra résilier le présent accord-cadre dans les conditions définies au CCAP.

11. Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation aux articles 33 et 34 du CCAG, les connaissances antérieures nécessaires dans le cadre de l'accord cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

12. Règlement des différends

12.1 Prévention des litiges

Les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour aboutir à un règlement raisonnable et dans les meilleurs délais des litiges qui résulteraient de l'application du présent marché public.

Pour le règlement d'un litige lié à l'exécution du présent marché, le MOA et le Titulaire peuvent notamment décider :

- De recourir à un tiers conciliateur en application de l'article L. 211-4 du code de justice administrative ;
- D'instaurer un comité consultatif ayant pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable à un litige né de l'exécution du présent marché (article 43.4 du CCAG-PI).
- Dans tous les cas, les parties peuvent décider de faire appel aux services de résolution amiable des différends proposés par le Médiateur des entreprises du ministère de l'Économie et des finances.

12.2 Règlement des litiges

En cas de litige entre les parties, la loi française est seule applicable et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

L'exécution du présent marché public s'étendant au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel le MOA a son siège.

En cas d'échec de la démarche de règlement amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif compétent.

13. Dispositions diverses

13.1 Moyens mis à disposition du Titulaire

Pendant la durée globale du présent marché public, le Titulaire s'engage à conserver les objets divers et de toute nature appartenant au MOA et notamment les plans, les films et clichés de toutes natures et à l'usage de tout procédé, similis, gravures, formes de découpe, supports papier imprimés ou non, matières premières nécessaires à la reliure – brochure, volumes en tous états, ainsi que tous les documents et informations sous quelque forme que ce soit, remis au Titulaire pour lui permettre d'effectuer ses prestations aussi bien celles déjà réalisées que celles en cours de réalisation, et qui sont encore en sa possession.

Le Titulaire assume pour les objets divers et de toutes nature appartenant au MOA la responsabilité légale du dépositaire. A ce titre les documents de toutes natures et objets divers appartenant au MOA et remis au Titulaire, doivent être garantis contre tous risques par ce dernier, et notamment détérioration, accident et perte.

Dès la cessation du présent marché public, pour quelque cause que ce soit, le Titulaire remet au MOA l'ensemble de ces documents ou de ces objets.

En tout état de cause, en complément des dispositions prévues par le CCAG-PI, le Titulaire s'engage à les restituer sur simple demande du MOA et ce dans un délai maximum de **trente (30) jours calendaires** à compter de la cessation du présent marché public pour quelque cause que ce soit.

Il n'est pas prévu la mise à disposition par le MOA d'autres moyens particuliers pour l'exécution des prestations objet du présent marché public en dehors de la communication des données et études précisées au cahier des charges.

13.2 Langue et droit applicable

Les correspondances relatives au présent marché sont rédigées en langue française. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

L'ensemble des prestations est réalisé en français.

Le droit français est le droit applicable.

14. Dérogations aux documents généraux

Le tableau ci-dessous reprend la correspondance entre les articles du CCAP mentionnant des dérogations et les articles du CCAG PI correspondant auxquelles ils dérogent.

Article du CCAP	Articles du CCAG PI
2.1	4.1
3.1.1	3.4.3
4.4	13.1
4.5	14.1.3
4.5	14.1.2
4.5	14.1.1
5.1.3	14.2 et 15
5.3.5.2	11.7
6.4.1	3.2.1
7	3.7.2
8.1.1	29
8.1.2	29. & 43
8.3.1	29
8.3.3	39.2
9	9.2